

Relance budgétaire, maîtrise de l'endettement public et sortie de crise

Recommandations de la Commission Économique et Sociale
adoptées par le Conseil Central de Bruxelles (11 décembre 2009)

I - La Commission Économique et Sociale de la Ligue Européenne de Coopération Économique, réunie à Paris le 13 octobre 2009, a fait les **constatations** suivantes:

- (a) Les mesures de relance budgétaire, dont la mise en œuvre reste nécessaire pour faire face à une crise économique sans précédent, se sont ajoutées à des déficits structurels persistants dans de nombreux pays pour conduire à un niveau inacceptable de déficits publics (au sens large: état + sécurité sociale + collectivités locales). Ces déficits, dépassant actuellement le plafond de 3% du PIB fixé à Maastricht dans 20 États de l'U.E. sur 27, devraient atteindre en moyenne 6% du PIB en 2009, et probablement 7,5% en 2010, malgré le retour espéré à la croissance;
- (b) Ces déficits, traduisant un excès de dépenses et une insuffisance tant de l'épargne des administrations que des ressources publiques (face entre autres à l'alourdissement des charges de retraite), provoquent une croissance rapide de l'endettement, qui devrait atteindre 70% du PIB en moyenne communautaire fin 2009, et 80% fin 2010. Il dépasse déjà 100% du PIB dans une demi-douzaine de pays de l'UE. Le relèvement prévisible des taux d'intérêt à long terme risque de faire croître de manière exponentielle (effet "boule de neige") cet endettement, dont la charge devient le premier poste de dépenses de l'État dans nombre de cas; en moyenne, les 27 pays de l'UE devraient améliorer leurs soldes budgétaires de 6 points de PIB rien que pour stabiliser la situation;
- (c) La réaction des marchés face à ce surcroît d'endettement est restée pour le moment modérée et risque de s'avérer insuffisante pour restaurer les disciplines nécessaires. Elle s'est traduite principalement par un relèvement des "*spreads*" - supplément d'intérêt facturé à titre de prime de risque sur les emprunts des pays endettés, en sus du taux de l'emprunteur référence (qui reste la République fédérale allemande). Les *spreads* ont triplé par rapport à la situation d'avant crise, atteignant 30 "points de base" (p.b.) pour la France et pour le Royaume-Uni, mais plus de 200 p.b. pour les pays les plus endettés... Cependant, il est frappant que la notation de la "dette souveraine" de plusieurs pays ait été révisée en baisse - parfois de plusieurs crans -, traduisant une préoccupation qui peut s'aggraver. Il n'est plus exclu aujourd'hui que des pays de l'UE se trouvent placés devant l'impossibilité d'emprunter davantage, comme l'a été l'Islande - surtout lorsqu'il s'agit de pays n'appartenant pas à la zone Euro, et donc privés du soutien implicite de la BCE (hors UE, l'exemple de l'Islande a constitué un cas extrême de ce risque). La situation actuelle, favorable aux émissions publiques, revêt en effet un caractère transitoire du fait de la faible ponction exercée sur l'épargne par les marchés actions et les actifs réels (dont au premier chef l'immobilier). Cette situation est appelée à s'inverser dès que les premiers signes de reprise durable apparaîtront, entraînant une forte tension sur les taux et les *spreads* des émissions publiques.

II - Face à cette situation dangereuse, la Commission Économique et Sociale de la Ligue formule les **recommandations** suivantes:

- 1- Les mesures de redressement budgétaire - qui devront nécessairement conjuguer coupes dans les dépenses et accroissement des ressources publiques - ne pourront être complètement mises en place qu'une fois la sortie de crise confirmée. Elles doivent toutefois être sérieusement préparées dès à présent, et leur nécessité expliquée à l'opinion publique en évitant toute complaisance. Il serait souhaitable d'instaurer des règles juridiques, aussi contraignantes que possible, voire constitutionnelles, interdisant les déficits structurels et traçant le chemin et le calendrier d'un retour progressif à l'équilibre;
- 2- La lutte contre une dépression conjoncturelle par la relance des investissements publics et par un "filet social" n'ôte rien à la nécessité de réduire dès à présent les déficits structurels, notamment par des programmes de rationalisation de la dépense publique visant à améliorer son efficacité, éliminer les subventions inappropriées et sureffectifs en incitant à une gestion économe de la ressource;
- 3- Ces mesures s'imposent d'autant plus que le risque d'une éviction du marché des emprunteurs privés (qui devront reconstituer leurs stocks, leurs effectifs, et investir), par le biais d'une hausse des taux d'intérêt, doit être évité;
- 4- La nécessité d'impulser un développement durable est trop peu prise en compte dans les budgets actuels et les plans de relance, qui n'ont consacré que 15% environ de leur montant à la "croissance verte" (économies d'énergie, "*clean techs*", protection de la biodiversité, etc.). Les priorités doivent être réorientées dans cette direction, et s'appuyer sur des mesures concrètes qui, loin d'être nécessairement coûteuses, peuvent au contraire - après tri et sélection des plus rentables - apporter un complément de ressources et créer un effet multiplicateur bienvenu tout en incitant à un meilleur comportement écologique;
- 5- Une stratégie de sortie de crise budgétaire sera d'autant plus efficace qu'elle sera ambitieuse et ira au-delà de la simple "*golden rule*" de l'équilibre des recettes et des dépenses courantes, et "séquencée" en fonction de l'évolution économique;
- 6- La solidarité entre États membres, plus grande qu'on ne la pense souvent, s'est manifestée pendant la crise; elle a donné des résultats positifs et doit être renforcée. Les stratégies de sortie de crise devront donc être étroitement concertées entre États-membres.

- - - - -